



Lomé, le 28 février 2024

Manifestations nationales des syndicats nigériens contre la faim et la pauvreté : la CSI-Afrique salue l'action et appelle le gouvernement nigérien à engager un dialogue constructif avec les manifestants.

L'Organisation régionale africaine de la Confédération syndicale internationale (CSI-Afrique, <https://www.ituc-africa.org/>) exprime sa solidarité avec les travailleurs et le peuple nigériens qui se rassemblent à travers le pays sous la bannière du Nigeria Labour Congress (NLC) pour attirer l'attention sur l'aggravation de la situation socio-économique dans le pays. Les défis auxquels sont confrontés les travailleurs et les citoyens nigériens face à l'augmentation du coût de la vie (en particulier la nourriture, le carburant et les produits de base), l'insécurité et l'affaiblissement de la monnaie nationale (Naira) soulignent la nécessité de mettre en lumière la situation critique des Nigériens et d'appeler le gouvernement à s'attaquer à ces problèmes socio-économiques.

Nous saluons et applaudissons l'utilisation de moyens pacifiques et ouverts par les syndicats nigériens pour attirer l'attention du gouvernement sur les difficultés, la misère et les souffrances des travailleurs et du peuple nigériens. La CSI-Afrique reconnaît que la situation socio-économique, déjà détériorée depuis une décennie, est devenue plus que catastrophique au cours des derniers mois. Actuellement, le salaire mensuel net d'un travailleur nigérien moyen, comparé au salaire minimum national actuel, ne suffit pas à faire vivre une famille de trois personnes pendant une semaine, compte tenu de la volatilité et de l'augmentation des prix des biens et des services sur le marché.

De nombreux Nigériens sont affamés et désespérés. Il s'agit là d'une recette pour le chaos et l'anarchie, que l'on peut éviter ou désamorcer. Nous pensons que les manifestations nationales convoquées par le NLC doivent être considérées comme un moyen constructif permettant d'éviter que les frustrations des gens ne dégénèrent ; ces manifestations ne doivent pas être criminalisées.

Toutefois, nous souhaitons rappeler que dans une démocratie, la liberté d'association, d'expression, de réunion et de protestation est essentielle à la consolidation de la démocratie, qui dépend de la promotion de la participation populaire, de la mobilisation pour le changement et de la responsabilité. Il est impératif que le gouvernement nigérien respecte ces droits et s'abstienne de toute action manifeste ou secrète visant à les affaiblir.

De plus, le gouvernement doit garantir une sécurité adéquate pour les manifestants contre tous les éléments qui cherchent à perturber les manifestations légitimes et pacifiques qui ont lieu dans tout le pays. Les menaces et les avertissements ne doivent pas décourager l'exercice des droits légitimes des travailleurs ; au contraire, nous encourageons un dialogue ouvert pour trouver des solutions aux causes profondes des problèmes auxquels la nation est actuellement confrontée. La création et l'utilisation de groupes obscurs à louer, tels que le Nigeria Civil Society Forum, pour saper et perturber les manifestations légitimes n'est pas seulement une incitation à la violence, c'est aussi une pratique contre-productive et archaïque.

Nous demandons instamment au gouvernement nigérian d'engager un dialogue sincère et soutenu avec les syndicats et les autres acteurs clés de la scène socio-économique nigériane. Nous savons que le Nigeria Labour Congress (NLC) est prêt à proposer des solutions alternatives pragmatiques aux problèmes socio-économiques persistants. Le gouvernement doit les écouter.



Le Secrétaire Général

Akhaton Joel Odigie